



ASCO Power Technologies Canada, une division de Emerson Electric, est une entreprise de 65 employés, établie à Brantford, en Ontario. Elle fournit des solutions en matière de transfert d'énergie électrique d'urgence à quelque 350 clients, dont des centres de données hospitalières, BMO, Wesco Distribution, GAL Power, Hewlett-Packard, Cummins et Siemens. Elle assure aussi l'entretien des commutateurs de transfert des frégates de la Marine canadienne.

Comme le témoigne son impressionnante liste de clients, ASCO Power est une petite société qui ne craint pas de travailler avec les grandes entreprises. Selon son directeur général, Joe Lacko, l'une des raisons pour lesquelles elle réussit à décrocher des contrats lucratifs avec le gouvernement et les grandes entreprises réside dans la crédibilité et l'avantage concurrentiel qu'elle s'est acquis au fil du temps, en se faisant certifier selon les normes et en participant activement à l'élaboration et à la révision des normes qui la concernent.

ASCO est certifiée selon la norme de système de management ISO 9001, et ses produits satisfont aux exigences de la C22.2 n° 178, norme sur les commutateurs automatiques citée dans le Code canadien de l'électricité. Sa participation aux activités d'élaboration de normes consiste à siéger, entre autres, au comité technique de l'Association canadienne de normalisation (CSA)¹ qui est responsable de cette norme, et à la Electro Federation of Canada.

« Nous examinons les normes, et apprenons à en discuter aux échelons fédéral et provincial. Je n'ose pas trop songer à ce qui pourrait arriver si nous ne participions pas. La volonté de faire partie du milieu de la normalisation et des associations industrielles coule dans nos veines », dit M. Lacko.

John Walter est vice-président à l'élaboration des normes à la CSA. Selon lui, dans un marché de plus en plus concurrentiel où elles doivent traiter avec de nombreux fournisseurs dans des délais serrés, les grandes entreprises exigent régulièrement la conformité des produits fournis à certaines normes de qualité et de rendement. Aussi la certification selon une norme ou un ensemble de normes devient-elle souvent une exigence à respecter pour pouvoir faire des soumissions.

« Si une entreprise, qu'elle soit petite, moyenne ou grande, adhère à la norme, tout le monde saura ce qu'elle a à offrir », affirme M. Walter. « Une petite entreprise sait que son produit doit satisfaire à la norme pour pouvoir être acceptée. Elle peut ainsi livrer concurrence à des entreprises de même taille ou plus grande, les règles étant les mêmes pour tous. Une telle exigence

empêche également les entreprises qui offrent un produit de qualité inférieure de présenter des soumissions plus basses que les autres. »

Penny Silberhorn est gestionnaire de la Division de l'évaluation de la conformité, à la Direction générale des approvisionnements de l'Office des normes générales du Canada (ONGC). À son avis, la capacité de prouver la conformité aux normes procure un net avantage sur la concurrence pour ce qui est de décrocher des contrats avec le gouvernement et les organismes de grande taille. Mme Silberhorn explique que les gouvernements s'adressent aux organismes de certification tels que l'ONGC pour obtenir la liste des fournisseurs qualifiés. La certification ISO 9001 est, selon elle, l'une des certifications les plus recherchées chez les petites entreprises.

« Les organismes qui mettent en œuvre un système de management de la qualité ISO 9001 constatent une amélioration sur le plan de la rationalisation et de l'efficacité de leurs activités », explique-t-elle.

« Les processus superflus sont éliminés, ce qui permet au personnel d'accomplir des tâches plus pertinentes et aux gestionnaires d'assurer le contrôle et la cohérence des opérations. Il en découle une diminution des frais puisque les processus sont réalisés plus rapidement et à moindre coût. »

Selon Rae Dulmage, directeur des normes pour les Laboratoires des assureurs du Canada, les entreprises qui, comme ASCO, contribuent activement aux travaux des comités chargés d'élaborer des normes pour leur industrie, améliorent leurs chances de décrocher de gros contrats.

« En mettant à profit le système de normes, les PME ont accès aux normes internationales et nationales qui les touchent directement et ont la possibilité de contribuer à leur élaboration. Ce faisant, elles peuvent saisir des occasions et établir des contacts qu'elles n'auraient pas pu avoir autrement », affirme M. Dulmage. ■

¹ La CSA est l'un des quatre organismes accrédités par le Conseil canadien des normes pour élaborer des normes nationales. Les trois autres sont le Bureau de normalisation du Québec, l'Office des normes générales du Canada et les Laboratoires des assureurs du Canada.

De nouveaux bureaux régionaux aideront les PME à décrocher des contrats fédéraux

Le Bureau des petites et moyennes entreprises, une division de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, ouvrira six bureaux régionaux dans les villes suivantes : Halifax, Montréal, Toronto, Ottawa, Edmonton et Vancouver. Grâce à ces centres, les PME d'un bout à l'autre du Canada pourront soumissionner plus facilement aux appels d'offre du gouvernement fédéral.

Pour en savoir plus sur les projets de marché du gouvernement, visitez le : www.pwgsc.gc.ca/pme.